

SEANCES DU MERCREDI 27 FEVRIER 1985
VERGADERINGEN VAN WOENSDAG 27 FEBRUARI 1985ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU MATIN
OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 1698.

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi contenant le budget du ministère des Affaires économiques de l'année budgétaire 1985.

Projet de loi ajustant le budget du ministère des Affaires économiques de l'année budgétaire 1984.

Discussion générale. — *Orateurs*: MM. Péciaux, Capoen, Op 't Eynde, Deprez, p. 1698.

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 1698.

ONTWERPEN VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Economische Zaken voor het begrotingsjaar 1985.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Economische Zaken voor het begrotingsjaar 1984.

Algemene bespreking. — *Sprekers*: de heren Péciaux, Capoen, Op 't Eynde, Deprez, blz. 1698.PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTERLe procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.La séance est ouverte à 10 h 05 m.
De vergadering wordt geopend te 10 u. 05 m.

CONGES — VERLOF

M. Van Der Niepen, pour raison de santé, demande un congé (toute la semaine).

Vraagt verlof: de heer Van Der Niepen, om gezondheidsredenen (de hele week).

— Ce congé est accordé.

Dit verlof wordt toegestaan.

Mme Herman-Michielsens, MM. Belot, pour raison de santé; Boel pour devoirs administratifs, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce matin.

Afwezig met bericht van verhindering: mevrouw Herman-Michielsens, de heren Belot, om gezondheidsredenen; Boel, wegens bestuursplichten.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1985

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DU MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1984

Discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1985

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1984

Algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous abordons l'examen des projets de loi relatifs au budget du ministère des Affaires économiques.

Aan de orde is de bespreking van de ontwerpen van wet betreffende de begroting van het ministerie van Economische Zaken.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est à M. Péciaux.

M. Péciaux. — Monsieur le Président, le budget du ministère des Affaires économiques de l'année 1985 est le dernier que nous aurons à discuter sous cette législature. Le moment de dresser un premier bilan de l'action du gouvernement en matière économique est donc venu.

Certes, par rapport aux dépenses globales de l'Etat, le volume de moyens budgétaires qui est à la disposition du ministère des Affaires économiques peut paraître de peu d'importance: les 48 milliards inscrits au budget représentent en effet de 2,5 p.c. de l'ensemble du budget du pouvoir central, titres I et II confondus.

Mais, il est tout aussi indéniable que le département des Affaires économiques exerce une influence qui va bien au-delà de la part minime qu'il représente dans le budget du pouvoir central; qu'on songe à titre d'exemple au rôle que joue le ministère des Affaires économiques dans la politique des prix, la politique industrielle ou la politique énergétique. C'est donc bien à l'occasion de la discussion de ce budget qu'une analyse et une critique de l'ensemble de la politique économique peuvent être menées.

En décembre 1981, lorsque l'équipe Martens V est arrivée au pouvoir, elle a manifesté l'intention de mettre en œuvre une doctrine économique qui peut être schématiquement résumée comme suit: assurer une relance par une demande en provenance des marchés extérieurs. Ceci impliquait un transfert de ressources important vers les entreprises et un rabotage des revenus des particuliers.

La compétitivité des entreprises qui, ainsi que le montrent les indicateurs de l'Ires, commençait à se redresser dès la fin de 1981 sous l'effet des opérations Maribel, a continué à se rétablir. Notre économie a ainsi pu profiter pour partie de l'extraordinaire poussée de l'économie

américaine en 1984. Mais le problème fondamental, et il s'agit là d'une remarque qui conduit à hypothéquer toute politique axée sur une relance ayant pour origine les marchés extérieurs, est qu'après que le PNB des Etats-Unis ait réalisé en 1984 une croissance de près de sept p.c., toutes les prévisions pour 1985 laissent supposer que la croissance du PNB américain diminuera au moins de moitié. L'effet d'entraînement de l'économie américaine sur l'économie mondiale sera donc fortement réduit et on peut donc être sceptique quant à l'effet que la demande extérieure pourra exercer sur les marchés belges dans le futur.

Or, en dépit des affirmations optimistes des partis de la majorité, l'évolution de la conjoncture belge est inquiétante. Si des débats sans fin peuvent être menés à propos de la relation entre l'évolution du produit intérieur brut et le niveau de bien-être d'une société, il n'en est pas moins vrai que le niveau du taux de croissance peut être l'indicateur de la vitalité d'une économie. Certes, en 1984, le produit intérieur brut a connu un taux de croissance élevé par rapport à la moyenne des années qui ont suivi les deux chocs pétroliers de 1973 et de 1979. Néanmoins, ce taux est relativement faible, notamment si on le compare à la moyenne des autres pays industrialisés.

Ainsi, pour l'OCDE, la croissance du produit intérieur brut aurait été pendant l'année 1984 en Belgique de plus 1,8 p.c. alors que la moyenne des pays de la CEE se situait autour de 2,1 p.c. Et les perspectives pour l'avenir ne sont guère encourageantes. En effet, toujours pour l'OCDE, en 1985, la moyenne de croissance des PIB des pays de la Communauté européenne augmenterait pour passer de 2,1 p.c. en 1984 à 2,5 p.c. en 1985, tandis que la croissance du PIB de notre pays serait en léger recul. Il y a là une évolution divergente entre la Belgique et nos partenaires commerciaux qui est un signal inquiétant d'une dérive de notre économie. D'ailleurs, les prévisions du Bureau du Plan vont dans le même sens et annoncent, pour 1985 un recul du PNB par rapport à 1984, recul qui serait suivi par une légère reprise dans les années 1987, 1988 et 1989, mais dont on peut se demander si elle sera suffisante pour résorber les problèmes structurels dont souffre notre économie.

L'évolution du volume des investissements est également une indication de l'incapacité de la politique de Martens V à lutter contre les déséquilibres fondamentaux qui frappent notre économie. L'année 1982, première année où la politique de Martens V s'est déployée, a été une année médiocre au point de vue des investissements; 1983 s'est marqué par un très net recul. Selon les experts du Bureau du Plan, les investissements des entreprises ont régressé de plus de sept p.c. 1984 s'est effectivement caractérisé par une reprise des investissements, mais reprise qui compense à peine les pertes de 1983.

Au total donc, les trois années du gouvernement Martens V n'ont jusqu'à présent apporté aucune augmentation du volume des investissements des entreprises par rapport à ce qu'il était en 1981. Dans ces conditions, il est difficile de parler d'un succès, comme le font pourtant certains thuriféraires de la politique de Martens V.

Il est vrai que les prévisions pour l'avenir sont plus encourageantes; on peut cependant se poser des questions quant à la nature précise des investissements qui seront entrepris dans le futur et de leurs retombées en terme d'emplois. Ne s'agira-t-il pas, en majorité, d'investissements de rationalisation qui auront pour conséquences de réduire encore le nombre de postes de travail et donc d'augmenter le chômage?

De plus, il serait hasardeux de limiter l'analyse de la faculté d'une économie à être créatrice d'emplois à l'observation de l'évolution des investissements des entreprises; l'attention doit aussi être portée aux investissements réalisés par les pouvoirs publics et les particuliers. Et, de ce côté, l'avenir est particulièrement sombre; le volume des investissements de l'Etat n'a été qu'en rétrécissant ces dernières années et les prévisionnistes du Bureau du Plan n'annoncent aucun renversement de tendance.

Du côté du logement et de la construction, la tendance est la même; après un très léger mieux en 1984 et en 1985, l'évolution est à nouveau à la baisse pour les années suivantes. Ici encore, nous enregistrons un échec flagrant de la politique gouvernementale; malgré les différentes mesures fiscales prises en faveur du secteur de la construction comme la diminution de la TVA de dix-sept à six p.c. ou l'instauration d'un précompte immobilier libérateur, aucune amélioration structurelle ne s'est manifestée.

Fondamentalement, il apparaît donc bien que les causes du marasme actuel du secteur de l'immobilier sont à chercher ailleurs que dans les conditions financières ou fiscales auxquelles les particuliers sont soumis au moment où ils entreprennent une construction. En fait, si nos concitoyens hésitent pour le moment à construire, c'est plus probablement

parce que la politique d'austérité de Martens V, d'une part, écrase leur revenu et, d'autre part, fait peser de lourdes inquiétudes quant à la stabilité de leur emploi.

Et ce ne sont pas les dernières statistiques du chômage qui viendront nous démentir. Depuis plusieurs mois, le gouvernement tente de faire croire non pas que le chômage est stabilisé, mais bien qu'il est à la baisse. Je n'en veux pour preuve que le rapport des discussions du budget à la Chambre où le ministre déclare: «Le chômage montre clairement une tendance à la baisse entamée au mois de septembre 1984, ce qui prouve le succès du redressement de l'industrie en Belgique.» Pour le Parti socialiste, et nous l'avons dit à plusieurs reprises, cette soi-disant tendance à la baisse n'était, en fait, que le fruit de manipulations des chiffres, notamment par le biais de la comptabilisation des travailleurs à temps partiel. Et, malheureusement, nous avons eu, à la fin janvier, la confirmation de toutes nos inquiétudes: le chômage n'est nullement endigué et le ministre du Travail ayant consommé tous les artifices comptables possible a bien dû se ranger à la dure réalité des chiffres. En janvier 1985, le nombre de chômeurs complets indemnisés a atteint dans notre pays un record historique de 530 430 unités.

Et si, à ce nombre impressionnant de chômeurs indemnisés, on ajoute tous les statuts précaires: chômeurs occupés par les pouvoirs publics, demandeurs d'emplois libres, travailleurs faisant partie d'un troisième circuit ou d'un cadre spécial temporaire, on arrive à un chiffre astronomique qui dépasse les huit cent mille demandeurs d'emplois. Ceci est évidemment inacceptable et on ne peut rester indifférent aux prévisions qui n'annoncent qu'une aggravation de la situation.

En effet, pour le Bureau du Plan, le nombre de chômeurs complets serait, en 1985, en moyenne de 552 000 unités, ferait un bond à 580 000 en 1986 et puis progresserait pas à pas jusqu'à 610 000 en 1989. Comment peut-on avoir l'outrecuidance de dire, comme le font actuellement certaines affiches préélectorales, qu'on est sur la voie du redressement, alors que les prévisions les plus sérieuses annoncent qu'en 1989, plus de six cent mille concitoyens seront rejetés du marché du travail?

Le gouvernement ne manipule pas seulement les indicateurs du chômage pour tenter de faire passer la réalité pour plus agréable qu'elle ne l'est. Par deux fois, ces derniers mois, monsieur le ministre, vous avez altéré le bon fonctionnement du thermomètre de l'évolution des prix à la consommation qu'est l'index. En octobre d'abord, vous avez fait procéder à une baisse autoritaire du prix du gasoil de chauffage pendant la période qui correspondait exactement à celle où les relevés de prix étaient effectués. Ceci a eu pour effet de priver les travailleurs du secteur public d'une indexation de leur salaire à laquelle ils auraient dû avoir légitimement droit à la fin de 1984. En janvier de cette année ensuite, vous avez refusé que l'intégralité de la hausse des tarifs du téléphone soit prise en compte dans l'évolution de l'index et à nouveau, l'évolution de l'inflation a été artificiellement tirée vers le bas.

Mais les faits sont têtus, et l'indice de février que nous venons de connaître est le plus mauvais que votre gouvernement ait jamais enregistré: 1,03 p.c. de hausse. Certes, la brusque hausse de février a partiellement pour origine des facteurs que vous ne maîtrisez pas directement comme les conditions climatiques ou la hausse du dollar, mais ceci devrait quand même inciter le gouvernement à moins de triomphalisme en matière d'évolution des prix à la consommation. En effet, d'une part, notre inflation est toujours largement supérieure à celle de nos principaux concurrents et, d'autre part, elle est également toujours plus élevée que les résultats enregistrés sous les gouvernements précédents à participation socialiste, notamment pendant la période 1978-1980 où elle a été en moyenne annuelle d'environ cinq p.c., chiffre que le gouvernement actuel est loin d'avoir atteint.

Le troisième domaine où le gouvernement vient de recevoir un démenti cinglant par rapport à ses espérances est le secteur monétaire. Il s'agit là d'une question extrêmement délicate et notre intention n'est certes pas d'aggraver encore la situation dans laquelle se débat notre économie. Il faut cependant constater que le rapport sur le budget, tel qu'il ressort des travaux de la Chambre, signale que le ministre a déclaré: «Grâce surtout au plan pluriannuel du 15 mars 1984, le franc se rétablit.» Or depuis quelques jours le degré de divergence du franc n'est plus aussi favorable qu'il ne l'a été et, de plus, la Banque Nationale a dû récemment déboursier plus de quatre milliards pour soutenir notre monnaie. La question fondamentale est donc celle de savoir si la bonne santé relative du franc, ces derniers mois, est le fait de mouvements spéculatifs ou le signal d'un réel rétablissement de notre économie.

L'évolution récente de notre monnaie semble plutôt accréditer la première des solutions.

On peut également se demander si le gouvernement est en passe de réussir son pari en matière de balance commerciale. Il s'agit d'un indicateur économique dont l'évolution n'est pas toujours aisée à analyser en raison à la fois du trop grand nombre de paramètres qui le mesurent et du retard de publication qu'enregistrent régulièrement les statistiques. Ainsi, le dernier rapport de la Banque Nationale annonce pour 1984, sur base de caisse, que la balance commerciale aurait rejoint une position en équilibre. Par contre, les statistiques douanières sur base des transactions physiques ne couvrent à ce jour que les sept premiers mois de 1984; elles montrent cependant que, sur cette période de sept mois, le déficit est plus important en 1984 qu'en 1983. Il y a là des estimations fort divergentes d'une même réalité et il serait intéressant que le ministre puisse nous donner son avis quant à l'évolution de la balance commerciale en 1984.

Pour nous, groupe socialiste du Sénat, sur le plan macro-économique, la gestion de Martens V est loin d'avoir rencontré les espoirs que d'autres y avaient placés: la croissance du PNB est modeste sinon inexistante, le volume et la nature des investissements ne permettent pas la création d'emplois durables, l'inflation est toujours plus élevée que chez nos principaux concurrents commerciaux et, surtout, le chômage ne cesse de croître dans des proportions inquiétantes.

Après cette démonstration des échecs de la politique de Martens V, la question fondamentale est de savoir si une autre politique que celle menée jusqu'à présent est possible. Certes, les marges de manœuvre dont dispose une économie comme la nôtre pour mener une politique originale et spécifique sont extrêmement étroites. Ainsi, il ne peut être question de mener à notre échelle une politique de la demande qui, en fait, profiterait quasi exclusivement à nos partenaires commerciaux.

Ceci ne veut pas dire que ces politiques soient à tout jamais condamnées au niveau européen. Coordonnées et appliquées conjointement, elles pourraient être un élément moteur de la relance économique. Ce n'est malheureusement pas le cas pour le moment et il est regrettable que l'Etat belge, qui est à compter au nombre des fondateurs de la CEE, ne fasse pas d'effort pour commencer et proposer une politique qui aille dans ce sens.

L'explication de ce désintérêt du gouvernement pour la promotion des politiques de relance au niveau européen se trouve sans doute dans la philosophie économique même qui préside à l'action de Martens V et qui consiste à fournir des moyens aux entreprises en espérant qu'elles les mettent à profit pour activer la machine économique. Nous avons dit à suffisance que cette politique est un échec et qu'il faut lui substituer impérativement une politique de relance sélective de l'économie qui soit axée sur des secteurs porteurs, que ce soit en terme d'emplois ou de potentialités industrielles nouvelles.

En fait, la relance sélective est une tentative pour répondre à un des éléments fondamentaux de la crise: la crise des interventions publiques. C'est une tentative pour faire intervenir l'Etat selon d'autres critères, selon une autre logique, pour forger des outils nouveaux de régulation économique.

Au stade actuel de la politique de Martens V, la reconstitution d'une base industrielle est devenue de très loin la première préoccupation. La nécessité s'impose donc de mettre en avant un projet moderniste centré sur l'offre. La relance sélective aurait une ampleur de quarante à cinquante milliards. Elle pourrait avoir un impact total sur la croissance de près de deux p.c. et permettrait de créer ou de sauver 40 000 emplois.

En fait, la relance sélective a un effet structurel sur la croissance; la poursuite d'une telle politique, combinée à un certain nombre de réaffectations budgétaires, offre à terme des perspectives de croissance qui sont encore plus déterminantes. Ainsi, une telle politique devrait encourager prioritairement et exclusivement des secteurs tels que ceux de la recherche scientifique, de la conception des transports en commun, de la RTT, de la construction, de l'eau, des économies d'énergie, etc.

Au contraire de ce que la droite veut laisser croire, une alternative plausible et réalisable, capable d'apporter un «mieux» aux travailleurs de ce pays existe. Le Parti socialiste est prêt à la promouvoir. Nous sommes convaincus qu'à l'occasion du prochain scrutin électoral nos concitoyens le comprendront.

Monsieur le ministre, au-delà de cette intervention d'ordre général, je profite de l'occasion qui m'est donnée pour rouvrir le débat relatif au dossier de Verlipack et pour vous poser quelques questions.

En premier lieu, en réponse à une question du député européen Anne-Marie Lizin, M. Narjes, membre de la Commission des Communautés européennes, a déclaré à propos de Verlipack: «La Commission n'envisage pas de prendre des mesures susceptibles d'interférer avec le processus

en cours. Toutefois, elle veillera à ce que les dispositions arrêtés au plan national n'entraînent pas de distorsion de concurrence.» Ma question est la suivante: la Commission a-t-elle déjà manifesté ses intentions auprès de votre ministère?

Deuxièmement, qu'en est-il du nième rapport de Verlipack établi par la nouvelle direction générale? *La Libre Belgique* du 15 février dernier disait qu'il était nettement insuffisant. Que prévoit-il pour les différents sièges, notamment pour le siège de Jumet dont on a dit qu'il serait menacé et pour le siège de Momignies?

Troisième réflexion concernant Verlipack.

Pour ce qui regarde Momignies, vous avez déclaré à mon collègue Burgeon lorsqu'il vous a interpellé à la Chambre des représentants le 13 février dernier selon le *Compte rendu analytique*: «En ce qui concerne Momignies et Merksem, je répète qu'il n'y a pas de filialisation mais apport dans des sociétés d'accueil qui seront constituées en assemblée générale.»

Ceci, à ma connaissance, a été réalisé lors de la dernière assemblée générale extraordinaire de Verlipack. Toutefois, je ne comprends pas très bien le sens de la suite de votre réponse.

Monsieur le ministre, vous avez déclaré: «Les deux sièges pourront-ils bénéficier des 500 millions de couverture des cash-drain? La réponse est négative. L'acquéreur doit renflouer le fonds de roulement, mais n'oublions pas que l'Etat interviendra si je présente» — c'est la citation de votre intervention — «un nouvel acquéreur qui voudrait moderniser l'outil».

Les 500 millions de couverture de cash-drain sont régionalement imputables. En est-il effectivement ainsi?

Les comités ministériels régionaux ne peuvent-ils pas décider de l'affectation des fonds régionaux? En d'autres termes, les ministres wallons du gouvernement national vous laisseront-ils utiliser l'argent wallon sans aider Momignies?

Autre question: A combien s'élèvent actuellement les besoins de Verlipack-Momignies, en fonds de roulement?

Par ailleurs, vous n'envisagez l'intervention de l'Etat qu'en cas de modernisation de l'outil. Or il semble que l'outil actuel de Momignies soit satisfaisant, surtout depuis le transfert des activités dans ce qu'il est convenu d'appeler «la nouvelle usine».

La nouveauté se situe davantage, pour Momignies, sur le plan de la gestion et surtout de la politique commerciale, que sur celui des investissements.

Je souhaiterais savoir, compte tenu de ce qui précède, si Momignies pourra bénéficier d'une aide quelconque?

Je suis également préoccupé de savoir où en sont les contacts engagés avec la société française, filiale de Verlipack, intéressée à la reprise de Momignies?

En ce qui concerne Merksem, y a-t-il des risques de création de capacité concurrentielle à Verlipack si le dossier évolue dans le sens annoncé?

Toujours à propos de ce dossier, où en sont les rapports de Verlipack avec les banques?

Le report des remboursements à la SNCI est-il en cours? Dans l'affirmative, pour quelle durée?

Qu'en est-il d'une part, des lignes de crédits prévues jusqu'à fin février et, d'autre part, de l'évolution des événements?

Je répète une fois encore, à l'instar d'autres de mes collègues, que les travailleurs de Verlipack, bien que très inquiets, font preuve de calme et de modération, je me plais à le souligner. Leur attitude, compte tenu de la situation actuelle est, à mon sens, digne d'éloges.

Enfin, je souhaiterais savoir, monsieur le ministre, de manière globale, si la situation difficile que connaissent les travailleurs de Verlipack va enfin être réglée par le gouvernement. Je me permets de rappeler que, depuis plus de cinq mois, ce dossier est traité au niveau national; cette attitude favorise, vous en conviendrez, les tergiversations.

D'avance, monsieur le ministre, je vous remercie de bien vouloir répondre à ces différentes questions. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Capoen.

De heer Capoen. — Mijnheer de Voorzitter, bij haar aantreden heeft de regering-Martens V in het regeerakkoord van 16 december 1981 en in de regeringsverklaring van 18 december 1981 grondige herstelmaatregelen aangekondigd, onder meer om de grote onevenwichten weg te werken die onze economie totaal dreigen te verlammen, te weten het overheidstekort, de werkloosheid en de deficitaire handelsbalans. Daartoe werd een herstelprogramma uitgewerkt dat als volgt kan worden samengevat.

Er dient drastisch te worden ingegrepen om een ommezwaai te bewerkstelligen in het sociaal-economisch beleid, ten einde de toename van de werkloosheid, van het begrotingstekort, van de schuld in het buitenland en van het deficit op de lopende betalingsbalans af te remmen.

De regering stelde dat dit herstel maar mogelijk is mits een beslissende stap in de goede richting wordt gezet op het gebied van de concurrentiekracht van de ondernemingen, van de gezondmaking van de openbare financiën, van het specifiek tewerkstellingsbeleid en van het herschikken van de fiscaliteit. Om dit herstelbeleid te verwezenlijken werden heel wat maatregelen uitgewerkt via bijzondere machten om een deel van het gezinsinkomen over te hevelen naar de ondernemingen en naar de overheidsfinanciën.

Bij de bespreking van de laatste begroting van Economische Zaken van deze regering zullen wij op onze beurt proberen de balans te maken van het gevoerde beleid en na te gaan of de politiek van inleveringen en verhoging van fiscale en parafiscale lasten wel de beoogde resultaten heeft opgebracht. Met andere woorden, wij willen nagaan of deze regering de zware en vaak pijnlijke inspanningen die de bevolking tijdens deze legislatuur heeft gedaan, op doeltreffende en rationele manier aangewend heeft om onze zieke economie te genezen.

Punt voor punt zal ik hier dieper op ingaan.

Allereerst enkele woorden over de concurrentiekracht van onze ondernemingen. Om het concurrentievermogen van de industrie te verhogen, is de regering overgegaan tot een devaluatie van 8,5 pct. Ze heeft bovendien veel bedrijfsvriendelijke maatregelen getroffen die aanvankelijk onmiskenbaar een gunstig effect gehad hebben. De inhaalbeweging kon echter nooit ten volle worden uitgevoerd, onder meer omdat de loonkosten nog altijd 5 à 6 pct. hoger zijn dan bij onze voornaamste handelspartners en concurrenten. Alles wijst erop dat deze kloof opnieuw groter wordt.

Dit betekent niet dat wij de loonkost als enig element beschouwen voor het concurrentievermogen. De beste indicator hiervoor is het aandeel van de arbeidskosten in de toegevoegde waarde, omdat deze maatstaf ook de rendabiliteit weergeeft. Het sneller stijgen van de loonkosten is een gevoelige handicap voor de industrie die uiteraard al zwak staat tegenover haar concurrenten ingevolge de onaangepaste structuur van het produktenpakket en het productieapparaat. De specialisatiegraad van de verwerkende nijverheid in België ligt ver onder het Europese gemiddelde dat zelf al veel lager is dan in de Verenigde Staten en Japan.

Dat een paardemiddel als een devaluatie van 8,5 pct. onze export niet duurzaam heeft kunnen stimuleren, is vooral te wijten aan het feit dat in het Belgisch exportpakket al te veel — meer dan de helft — halffabrikaten en eenvoudige produkten steken, met andere woorden produkten die slecht in de markt liggen en die met grote concurrentie moeten rekenen, omdat zelfs de lage-loonlanden die produkten kunnen vervaardigen, vaak efficiënter en goedkoper. Gelet op het gebrek aan grondstoffen en energie, zal deze situatie in de toekomst meer en meer onhoudbaar en uitzichtloos worden.

Wij kunnen vaststellen dat een lichte heropleving van onze economie onmiddellijk tot gevolg heeft dat het energieverbruik sterk toeneemt. Dat was meer dan 10 pct. in 1984. Het heeft een nadelig effect voor onze handelsbalans.

Deze onevenredige toename van het energieverbruik is een objectieve maatstaf om aan te tonen dat onze produktie nog altijd sterk energiegebonden en ook intensief grondstofgebonden is. Inderdaad, ons land is per hoofd nog altijd de grootste energieverbruiker van de Europese Gemeenschap of, om het anders te zeggen, wij hebben nog altijd de grootste energiehoeveelheid nodig om één eenheid toegevoegde waarde te realiseren.

Deze vaststelling toont overduidelijk aan dat de aangekondigde en noodzakelijke modernisering van onze economie en productieapparaat nog niet ver gevorderd is en dat wij op dat stuk, relatief gezien, ter plaatse zijn blijven trappelen. Deze vaststelling doet ook onmiddellijk enkele vragen rijzen omtrent de aanwending van de middelen bestemd voor de modernisering en herstructurering van onze industrie.

Studies ter zake wijzen uit dat drie vierde van alle overheidssteun in de voorbije jaren — het is geen peulschilletje, in 1983 ging het om 332 miljard — is afgestemd op het in leven houden van verouderde, verlieslatende of ten dode opgeschreven bedrijven. Met andere woorden, het grootste deel van de overheidsinspanningen ter zake dient of heeft gediend om de achteruitgang te subsidiëren of in stand te houden. Het is duidelijk dat door deze gang van zaken de noodzakelijke omschakeling en vernieuwing van onze industriële structuur wordt vertraagd en dat de toekomstige tewerkstelling wordt opgeofferd aan het tijdelijk behoud van werkgelegenheid in bedrijven met weinig of geen overlevingskansen.

Wij zullen ons betoeg van vorige jaren niet herhalen, maar het is duidelijk dat de vernieuwing en de herstructurering van onze industrie er moet komen. De voorbeelden zijn legio. De landen die massaal chips gebruiken, robotten aanwenden en computers inschakelen zijn landen die een groei-expansie kennen, die nieuwe markten veroveren en die, als gevolg daarvan, ook nieuwe werkgelegenheid kunnen scheppen.

Dat onze industriële structuren best de vertraging die zij hebben opgelopen kunnen missen, blijkt uit het verslag van het Verbond der christelijke werkgevers. Hieruit blijkt dat slechts 6 pct. van onze bedrijven micro-elektronica aanwenden in hun produkten en dat slechts 60 pct. van de bedrijven gebruik maken van micro-elektronica in het productieproces, met het gekende nadelige gevolg dat, althans op korte termijn, daardoor werkgelegenheid verloren gaat. Die 6 pct. liggen duidelijk beneden de maat, zelfs volgens de Europese maatstaven komen wij achterop.

Wanneer wij de vergelijking maken met onze grote concurrenten, in de eerste plaats Japan en Amerika, stellen wij vast dat wij in een hopeloze situatie verzeild zijn geraakt. De achterstand die wij hebben opgelopen zullen wij in de eerstvolgende jaren moeilijk kunnen inhalen.

In verband met de werkgelegenheid in de bedrijven, die weinig of geen kansen hebben, is het beangstigend te moeten vaststellen dat de zogenaamde vijf nationale sectoren, die tot op heden met het leeuwendeel van de subsidies zijn gaan lopen en ongeveer 200 000 mensen tewerkstellen, misschien nog kunnen in stand worden gehouden, maar alleszins niet meer in aanmerking komen voor uitbreiding. Men poogt op dat stuk te rationaliseren en arbeidskrachten uit te schakelen.

Daarmee willen wij niet zeggen dat in de zogenaamde traditionele sectoren geen vernieuwing moet worden nagestreefd. Integendeel, voor het behoud van bepaalde bedrijven in de traditionele sectoren is automatisering, modernisering en herstructurering absoluut noodzakelijk om de strijd aan te kunnen met de nieuwe industrie- en lage-loonlanden. Er zal allicht onmiddellijk worden gerepliceerd dat de textielnijverheid toch een goed voorbeeld is van een geslaagde herstructurering. Dat is echter gebeurd ten koste van een hoge prijs in termen van teloorgang van werkgelegenheid. De heroriëntering is nochtans nodig, wil men in deze sector de bedrijven in stand houden.

De dagelijkse vaststelling dat de subsidiëeringspolitiek onze economie niet of slechts gedeeltelijk ten goede komt, doet ons met vele anderen besluiten dat de overheidssubsidies moeten worden geheroriënteerd en vooral teruggeschreefd en dat de aldus vrijgekomen middelen moeten worden aangewend om gunstige fiscale maatregelen te nemen, ten einde de investeringen en de vernieuwing in het algemeen te stimuleren.

Het afschaffen of het sterk verminderen van de subsidies zal ook tot gevolg hebben dat de politieke «lobbying» rond het bekomen van subsidies voor een groot stuk wordt uitgeschakeld. Wij stellen vandaag immers vast dat het niet de bedrijven zijn met de beste toekomstvooruitzichten die subsidie bekomen, maar de bedrijven die het best de weg kennen naar de politieke instanties die daarin toch het laatste woord hebben te zeggen.

Het is niet aan de overheid om te bepalen wie of wat moet worden gesubsidieerd. De taak van de overheid is te streven naar een zo gunstig mogelijk ondernemingsklimaat.

De tot nu toe gevoerde politiek is niet van aard geweest om het ondernemingsklimaat te bevorderen.

De stimulansen die er ongetwijfeld zijn geweest in de voorbije maanden en jaren worden stelselmatig tenietgedaan door de algemene politiek van deze regering, politiek die, onder meer, geleid heeft tot hogere fiscale en parafiscale lasten bij een nog altijd te hoge inflatie, die onze bedrijven steeds meer uit de markt drijven en hun concurrentiekracht verder beknotten.

Wat betreft het streven van de regering naar meer concurrentiekrachtige ondernemingen, moeten wij haar een onvoldoende geven, want zij is absoluut niet geslaagd in haar opzet.

Een tweede punt is het specifiek tewerkstellingsbeleid en het beschikbaar van de fiscaliteit.

Vandaag is er in ons land een record aan werklozen, namelijk 530 000.

Op weg naar het Parlement heb ik over de autoradio gehoord dat er deze maand nog 20 000 werklozen zijn bijgekomen. Dat is allicht voor een stuk te wijten aan de barre weersomstandigheden, maar een stijgende tendens zit er blijkbaar in.

Om echter de ware omvang van het werkloosheidsprobleem te kunnen meten, moet men dit probleem in zijn globale context bekijken, te weten het feit dat er momenteel zowat 900 000 mensen op actieve leeftijd niet, of niet meer, kunnen deelnemen aan het economisch leven als dusdanig. Dat wil zeggen, dat er naast de 530 000 of de 550 000 uitkeringsgerechtigde werklozen er nog eens bijna 400 000 mensen zijn die van een of ander vervangingsinkomen moeten leven. Onder deze 400 000 zijn er velen van wie de situatie al even weinig uitzicht biedt als deze van de meeste werklozen.

Deze vaststelling is des te erger, als men bedenkt dat die ongunstige en weinig perspectief biedende situatie op de lange duur naar een budgettaire catastrofe zal leiden.

Wij alluderen hier niet alleen op de minder-ontvangsten inzake sociale zekerheid en belastingen, maar er zijn ook de inspanningen van de overheid om al de vervangingsprogramma's en dergelijke te betalen.

Zo kost het brugpensioen aan de overheid 40 miljard en de opslorplingsprogramma's en de experimenten van minister Hansenne 34 miljard. Dit is vanzelfsprekend niet allemaal over de balk gegooid geld, maar het gaat om enorme bedragen die op lange termijn zware consequenties zullen hebben voor de reeds zeer moeilijke situatie van de overheidsfinanciën.

Deze vaststelling doet niets af van het nut van die systemen en programma's. Wij willen alleen maar duidelijk maken dat het tewerkstellingsprobleem niet via een dergelijke defensieve aanpak duurzaam en doeltreffend kan worden opgelost.

Vandaag nogmaals het enorme belang en de dwingende noodzaak van een beleid dat ondernemingsvriendelijk is. Alleen wanneer onze bedrijven opnieuw ruimte krijgen om te investeren, om het productieapparaat te vernieuwen en te herstructureren, om nieuwe technieken aan te wenden en nieuwe en hoogwaardige produkten te vervaardigen, zullen we onze bestaande marktaandelen kunnen vergroten en nieuwe markten veroveren. Via deze groei zal dan nieuwe en duurzame werkgelegenheid kunnen worden gecreëerd.

Van deze gelegenheid willen wij gebruik maken om meer aandacht te vragen voor de KMO's omdat wij het onbegrijpelijk vinden dat deze regering in haar herstelbeleid en in haar strijd tegen de crisis en de werkloosheid onvoldoende inspeelt op de mogelijkheden die de zelfstandigen en de KMO's op dit vlak kunnen bieden.

In de voorbije tien jaren zijn er in de kleine ondernemingen ongeveer 30 000 nieuwe arbeidsplaatsen bijgekomen terwijl er in de grote ondernemingen 300 000 of tienmaal meer arbeidsplaatsen verloren zijn gegaan.

Op een studiedag van de Britse kamer van koophandel voor België en Luxemburg, waar de toekomstmogelijkheden van de Europese industrie werden onderzocht, werd er door verschillende vooraanstaande specialisten aangetoond dat de KMO's meer mogelijkheden bieden voor nieuwe tewerkstelling in de spitssectoren dan de grote ondernemingen, mits een aangepast beleid ten aanzien van die KMO's wordt gevoerd. Met dit aangepast beleid bedoelen wij een fiscaal beleid dat de KMO's gunstig gezind is, een sociale wetgeving en een arbeidsreglementering op maat voor de KMO's gesneden.

Niet alleen op deze studiedag van de Britse kamer van koophandel werd deze kritiek geuit. Ook andere instanties, zoals het VBO, tonen aan dat men van de grote ondernemingen weinig of niet veel meer moet verwachten inzake het creëren van werkgelegenheid omdat zij er een filosofie op na houden van groei gepaard gaande met het inkrimpen van arbeidsplaatsen. Alleen op die manier kunnen ze hun concurrentiepositie behouden. In het belang van een KMO-vriendelijk beleid moet men niet meer, ik herhaal het, vanuit de traditionele industrieën een opflakkering van de werkgelegenheid verwachten. Die moet worden gezocht in de richting van de toepassing van nieuwe technologieën omdat die alleen nieuwe tewerkstelling kunnen creëren.

Ter zake is het belangrijk op te merken dat er in het eerste decennium, na de olieschok van 1973, ingevolge het toepassen van nieuwe technologieën, in de Verenigde Staten van Amerika 14 miljoen arbeidsplaatsen

zijn bijgekomen, in Japan 3 miljoen en dat er in Europa, waar men alleen kan vaststellen dat de traditionele industrieën aan het afslanken gingen zodat daar geen nieuwe tewerkstelling kon worden verwacht, een negatief saldo van twee miljoen arbeidsplaatsen is. Vandaar nogmaals het belang te onderstrepen dat onze industrie moet worden gemoderniseerd en de takken, die voorbestemd zijn om nieuwe technologieën toe te passen, nieuwe kansen moeten worden gegeven.

Vandaar ons pleidooi om een nieuw ondernemingsvriendelijk klimaat voor de KMO's te scheppen. Wij zijn er immers van overtuigd dat in deze privé-sector, die verantwoordelijk is voor 50 pct. van de werkgelegenheid, nog heel wat tewerkstelling kan bijkomen. Dit gunstig klimaat kan er komen mits een aangepaste sociale wetgeving en arbeidsreglementering en vooral door een sterke vereenvoudiging en inkrimping van de administratieve rompslomp.

In het verslag van 1984 van het IMF over de Belgische economie wordt opgemerkt dat een overvloed aan reglementering en bemoeienissen van de overheid zowat de hele economische activiteit dekt en dat hun alomtegenwoordigheid verstikkend werkt voor het economisch leven in België.

De KMO's zijn het eerste slachtoffer van deze verstikkende en dodende reglementeringen, omdat zij niet voldoende bekwame mensen in dienst hebben om zich door deze papierberg heen te wroeten. Zij geraken bijgevolg gedemotiveerd en zien af van elke expansie. Geef de KMO's de kans om zich maximaal te ontplooiën en het zal vlug duidelijk worden dat zij de beste bondgenoten zijn van de regering in haar strijd tegen de werkloosheid. Op basis van deze vaststelling geven wij de regering dan ook een slecht rapport voor haar tewerkstellingsbeleid. De resultaten hiervan zijn verre van schitterend.

Er blijft dan nog het derde actiepunt van het herstelbeleid, namelijk de sanering van de overheidsfinanciën. De overheidsfinanciën vormen het sluitstuk van het herstelprogramma, omdat alles eigenlijk begint en eindigt bij de budgettaire situatie van de overheid. Men kan het probleem echter ook anders stellen door de onevenwichten in een logisch verband naast elkaar te plaatsen. Het is toch logisch dat een goed presterende industrie, die kan exporteren, de handels- en betalingsbalans gunstig zal beïnvloeden, dat aldus nieuwe werkgelegenheid zal worden gecreëerd en dat zodoende de overheidsfinanciën in de kortste keren weer gezond zullen worden. Misschien heeft de regering bij haar aantreden deze redenering gevolgd of deze gok gewaagd? Het is evenwel een feit dat de toenemende overheidsschuld en het aanhoudende begrotingstekort van ongeveer 12 pct. van het bruto nationaal product een zware hypothec leggen op iedere aanzet tot herstel.

Indien de regering niet geslaagd is in haar herstelbeleid, is het omdat ze zwaar gefaald heeft in haar pogingen of, liever gezegd, omdat ze niet of niet voldoende gepoogd heeft de overheidsfinanciën te saneren en het begrotingstekort te drukken tot een meer aanvaardbaar niveau.

Ingevolge een jaarlijks netto te financieren saldo van meer dan 500 miljard, moet de regering voortdurend en in sterke mate een beroep doen op de kapitaalmarkt. Dat betekent hogere intrestvoeten, die in ons land trouwens reeds 5 à 6 pct. hoger liggen dan bij onze voornaamste concurrenten. Hierdoor wordt er onvoldoende geïnvesteerd, zodat ons productieapparaat niet voldoende of niet tijdig wordt vernieuwd of aangepast, wat dan weer nieuwe werkloosheid tot gevolg heeft.

Om het hoofd te kunnen bieden aan de steeds maar toenemende tekorten en de daaruit voortvloeiende lasten, is men geneigd om telkens terug te grijpen naar het wapen van de belastingverhoging en het opvoeren van de parafiscale lasten. Dat is de gemakkelijkste oplossing voor de regering. Zij moet dan immers niet grondig nadenken over haar beleid en over het financieel beheer in het algemeen. Met een overheidsbeslag van meer dan 63 pct. op het bruto nationaal product zou men nochtans eens dringend de uitgaven moeten bekijken en daar iets aan doen alvorens nieuwe lasten op te leggen.

De toename van de fiscale en de parafiscale lasten heeft uiteraard uiterst nadelige gevolgen voor het ondernemingsklimaat en het concurrentievermogen van de bedrijven. Dit leidt dan opnieuw tot grotere werkloosheid en zo is de helse kringloop weer gesloten. Uit de aan de gang zijnde begrotingscontrole, waarover wij nog niet zo heel veel gehoord hebben, blijkt echter toch dat wij deze helse kringloop nog niet doorbroken hebben. Deze begrotingscontrole toont aan dat de begroting voor 1985 minder dan ooit een haalbare zaak is. Hierdoor wordt het nagestreefde herstelbeleid zo mogelijk nog meer gecompromitteerd en slaat de balans, die de regering poogde in evenwicht te brengen, definitief in het nadeel over.

Globaal gesproken — en weinigen zullen dit kunnen weerleggen — is het herstelbeleid tot op vandaag niet geslaagd en men kan niet verwachten

dat in de komende maanden de situatie plots en op een mirakuleuze manier zou omkeren en verbeteren. De regering moet daarbij niet altijd verwijzen naar het feit dat wij een klein land zijn met een open economie, al speelt die factor uiteraard mee. Een vergelijkende studie van de makro-economische onevenwichtstendenzen tussen België en Denemarken, land dat in 1982 ongeveer in een gelijkaardige netelige situatie verkeerde, toont aan dat een specifieke aanpak van een klein land toch resultaten kan hebben. Zo zien wij dat Denemarken op die Mekontend-meter bijna het EEG-gemiddelde haalt, terwijl België met 10 punten daarboven zit. In een periode van drie jaar is Denemarken er dus in geslaagd 13 punten van deze index af te nemen, terwijl België slechts 5 punten lager scoorde dan in 1982. Het volstaat dus zeker niet onze economische situatie te toetsen aan de buitenlandse toestand. Denemarken heeft het voorbeeld gegeven dat een uitweg mogelijk is.

Al is de boot nog niet definitief gezonken, toch is hij ernstig aan het zwalpen gegaan, omdat men moet varen zonder betrouwbare boordinstrumenten of omdat de kapitein niet in staat is om de gegeven signalen juist te interpreteren. Dit beeld illustreert de werking van het Nationaal Instituut voor de statistiek, waarvan de snelheid van gegevensverstrekking en de kwaliteit van deze gegevens heel wat vragen doen rijzen. Vooral de snelheid, of liever de traagheid, waarmee de nodige gegevens ter beschikking worden gesteld, is niet van die aard om de overheid vlug en soepel te laten inspelen op de aan de gang zijnde evoluties. Wat toch ernstige twijfels oproept omtrent de doeltreffendheid en de aangepastheid van het regeringsbeleid ten aanzien van de economische situatie in het algemeen.

Dergelijke gang van zaken is gewoon onbegrijpelijk en onaanvaardbaar vooral nu gebleken is dat een privé-bank maanden vooraf met grote nauwkeurigheid de NIS-statistiek betreffende de buitenlandse handel kan voorspellen. Wat die statistieken van de buitenlandse handel betreft, zijn de vertragingen dermate groot dat de EG-instanties zich als het ware gesaboteerd voelen en ten einde raad een proces hebben ingespannen voor het Hof van justitie tegen het NIS en de regering.

Als de regering nog enige geloofwaardigheid wil geven aan haar beleid, dan moet ze ervoor zorgen dat dit beleid kan steunen op betrouwbare en recente informatie en daarom moet het NIS dringend kunnen beschikken over de nodige middelen om zijn belangrijke taak naar behoren te kunnen vervullen.

Zo heeft het NIS — en hier verwijs ik weer naar die kapitein zonder boordinstrumenten die de gegevens op een verkeerde manier interpreteert — in 1983 door een misverstand — en de uitleg over dat misverstand hebben wij gekregen en aanvaard — voor 51 miljard of 20 pct. minder petroleumimport geregistreerd. Wat ons in deze zaak stoort, is dat de regering deze gegevens klakkeloos heeft overgenomen en daaruit conclusies heeft getrokken. Toen ik destijds aan de staatssecretaris zei dat wij niet genoeg aan rationeel energieverbruik deden, zwaaide hij met die statistiek van 20 pct. minder petroleumimport. Wij verwijten de regering dus dat zij haar beleid steunt op gegevens die zij klakkeloos overneemt, grote sprongen als die van die 20 pct. op een lichtzinnige manier aanvaardt en de statistieken niet interpreteert. Graag zouden wij daar uitleg over krijgen.

Wat moeten wij, gewone burgers, denken? Zelf had ik al opgemerkt dat zo iets bijna niet kon. Al sta ik er moederziel alleen voor. U hebt echter een hele ploeg medewerkers. Ik kan niet begrijpen hoe zij dat niet opmerken. Mij komt dat over als amateurisme bij het hanteren van instrumenten die toch uitermate belangrijk zijn voor het uitstippelen van het beleid. De huidige toestand van overaanbod van energie mag onze acties voor energiebesparing en rationeel verbruik van energie niet beïnvloeden. De toestand kan, en zal, vlug keren. Ten bewijze: een kleine opleving van onze economie in 1984 geeft reeds tien procent meer energieverbruik.

De meest voorzichtige prognoses inzake energieverbruik poneren dat tussen nu en dertig jaar het energieverbruik in de wereld ten minste zal zijn verdubbeld. Natuurlijk zal die verdubbeling niet alleen te wijten zijn aan hoger verbruik in de westerse wereld, maar zal ook de derde wereld er een groot aandeel in hebben. Toch zal een verdubbeling van energieverbruik over zo een korte periode leiden naar een grotere schaarste dan vandaag en ongetwijfeld ook naar hogere prijzen.

Vandaar dat wij nogmaals een pleidooi houden om alle programma's, en alle stimulansen naar de industrie toe, om minder energieverbruikende producten te maken, verder te ondersteunen en zo mogelijk nog meer middelen te geven.

Het aandeel van de kernenergie in de productie van elektriciteit bedraagt heden ten dage 50 pct. Dat is belangrijk omdat het betekent

dat de kernenergie op een monopoliepositie bij de elektriciteitsproductie afstevent. Wij willen wijzen op het gevaar in deze evolutie.

De elektrische energie neemt ongeveer 15 à 17 pct. van het totale energieverbruik voor haar rekening. Op zichzelf is dat niet zoveel. U moet er wel aan denken dat de elektrische energie een strategische positie inneemt in het energieverbruik in het algemeen omdat heel wat productieprocessen werken met elektrische energie als sturingselement om controleapparaten en meetinstrumenten te laten werken. Wanneer de elektrische energie dus om een of andere reden uitvalt, valt gans het productieproces stil.

Wij moeten ervoor zorgen niet in hetzelfde euvel te vervallen als wat wij vroeger hebben meegemaakt in verband met een te groot aandeel van de petroleum in onze energiesector.

Volgens de meest recente studies stelt men vast dat men in Amerika goedkoper elektriciteit kan produceren in kolencentrales dan in kerncentrales. Natuurlijk geldt dat alleen voor de Amerikaanse situatie, die verschillend is van de onze, maar voor ons moet het toch een signaal zijn en ons aansporen tot voorzichtigheid.

Ik had graag vernemen hoe de situatie is in verband met het project in Thulin. Wat zijn de vorderingen? Zijn er voldoende middelen ter beschikking om op een normale wijze verder te gaan? Wordt men daar niet afgeremd door een gebrek aan middelen?

Het is mijn persoonlijke mening dat men misschien dergelijke technieken zal moeten gebruiken wanneer wij in de toekomst onze steenkoolreserves willen revaloriseren. Daarom hecht ik veel belang aan dit project en zou graag wat meer informatie krijgen over de huidige stand van zaken.

Een ander probleem is dat van de T-zones. De regering heeft die T-zones gecreëerd met de bedoeling nieuwe technologische projecten te stimuleren. Zij bieden ongetwijfeld heel wat voordelen maar het grote nadeel is dat zich in die zones geen gebouwen bevinden. Ik ken verschillende bedrijven in de streek van Ieper waarvan het gebouwencomplex zich in de onmiddellijke omgeving van een T-zone bevindt. Die bedrijven aarzelen de stap te doen naar de T-zones en derhalve naar nieuwe technologische ontwikkeling, omdat zij worden afgeschrikt door de zware investeringen in gebouwen, te meer omdat zij over voldoende bedrijfsruimte beschikken.

Is het niet mogelijk, mijnheer de minister, de voordelen van de T-zone uit te breiden tot bedrijven die zich in de onmiddellijke omgeving van een dergelijke zone bevinden? Men zal toch niet zo schijnheilig zijn te beweren dat de T-zones waterdicht zijn afgebakend.

Zo kom ik tot mijn besluit.

Het herstelbeleid van de regering heeft dus lang niet de verhoopte resultaten opgeleverd. De zware en vaak pijnlijke inspanningen van de hele bevolking werden door de huidige regering niet optimaal aangewend om de crisis te bestrijden. Die vaststelling kan belangrijke nadelige gevolgen hebben voor de verdere motivering tot nieuwe en voortgezette inspanningen op dat vlak. Ik herinner mij in dit verband een bijna cynische uitspraak van u, mijnheer de minister. Of is het weer een journalist die u deze in de mond heeft gelegd? U heeft eens gezegd: «Onze bevolking is mak en levert zomaar in.» Het zou kunnen dat u dit binnen vijf à tien jaar niet meer met een gerust geweten zal kunnen herhalen.

Die vaststelling is ook voor Vlaanderen des te pijnlijker omdat het duidelijk is dat een zelfstandig Vlaanderen niet zou hebben moeten grijpen naar het wapen van devaluatie en inleveringen om de economische crisis te overwinnen.

Alle studies tonen ondubbelzinnig aan dat de Vlaamse staatshuishouding niet geteisterd wordt door de onevenwichten die 's lands economie thans zo ziek maken. En al is de Vlaamse economie zwaar gehandicapt en zwaar belast door de unitaire staatsstructuur, toch kan niemand meer ontkennen dat wij in ons land een economie kennen met twee snelheden die met de dag verder uit elkaar groeien door het opvallend dynamisme van de Vlaamse economie en ondanks de transfer van één miljard frank per werkdag van Vlaanderen naar Wallonië. Ik verwijs in dit verband naar studies van Leuvense professoren, van de Gerv en andere. Niettegenstaande die transfers doet de Vlaamse economie het opvallend goed. Een zelfstandig Vlaanderen had het dus zonder het herstelbeleid van de regering kunnen stellen.

Dat verschil in snelheid wordt nog versterkt door een groeiend mentaliteitsverschil ten aanzien van de te volgen weg om een en ander te beredden en in de gewenste banen te leiden.

Omdat ieder levend organisme zijn eigen levenswijze moet kunnen volgen en omdat elke ziekte op een aangepaste manier moet kunnen worden behandeld, is het de hoogste tijd dat de twee volksgemeenschappen in dit land hun volle zelfstandigheid krijgen om zich volgens eigen inzichten en op eigen verantwoordelijkheid maximaal te kunnen ontplooiën.

Dit is de enige en meest rationele manier om alle problemen op te lossen die ons land zo ziek hebben gemaakt. (*De heer Van der Elst applaudisvert.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Op 't Eynde.

De heer Op 't Eynde. — Mijnheer de Voorzitter, vermits de begroting van het ministerie van Economische Zaken 1985 in eerste instantie in de Kamer werd besproken, hebben wij met veel aandacht kennis genomen van het verslag van de Kamercommissie voor het Bedrijfsleven.

Alvorens te komen tot de inleidende uiteenzetting van de minister van Economische Zaken en het klassieke verslag van de werkzaamheden, heeft de rapporteur in persoonlijke naam enkele belangrijke beschouwingen geformuleerd. Hij meent dat de Kamercommissie de begroting 1985 op een bijzonder belangrijk ogenblik heeft besproken en vermits 1985 een verkiezingsjaar is, zal dit ook wel zo zijn. Daarom verbaast het ons echt niet dat de eerste alinea van zijn verslag eerder klinkt als een zegebulletin, als een ode aan het gevoerde regeringsbeleid: «Er begint zich in België een economische opleving af te tekenen. Het concurrentievermogen van de bedrijven is verbeterd, onze uitvoer stijgt, de inflatie daalt, de werkloosheid blijft op peil, de verslechtering van de overheidsfinanciën werd gedeeltelijk ingedijkt en de toestand van de Belgische frank is verstevigd.»

De rapporteur staat niet geïsoleerd met deze opvattingen want vanuit een welbepaalde hoek wordt hij geruggesteund.

De rapporten van OESO, de Kredietbank en het Planbureau houden ons ook voor dat de massale inleveringen, de afbraak en privatisering van de openbare sector, de aanmoediging van de deeltijdse arbeid en de tijdelijke contracten, resultaten beginnen op te leveren. Men is op de goede weg, aan het eind van de duistere tunnel bespeurt men eindelijk enig licht.

Helaas, zou dit wel eens, zoals iemand onlangs gevat opmerkte, het licht van een tegenligger kunnen zijn. Inderdaad, de economische toestand van ons land geeft geen enkele aanleiding tot euforie. Het economisch herstel is niet te danken aan de gevoerde regeringspolitiek. Het blijft broos, kwetsbaar en afhankelijk van allerlei factoren die zeer snel kunnen veranderen.

Ik wil het nu even hebben over de economische opleving en het concurrentievermogen van de bedrijven. Het conjunctuurherstel begon in de Verenigde Staten, Japan en enkele grote Europese landen reeds vorm aan te nemen einde 1982. Ondanks het gevoerde Belgisch beleid, dat er sedert begin 1982 nochtans duidelijk op gericht was de ondernemers te bevoordelen, zowel inzake verhoging van het winstpeil, 58 pct. meer sinds einde 1981, fiscale faciliteiten en een enorme overdracht naar de koopkracht van de bedrijven, bleven de investeringen uit.

In 1983 daalde het investeringsvolume in niet-industriële bedrijven met 4,1 pct. en in de industriële bedrijven met 9,8 pct. Het is slechts van 1984 af dat onze industrie, schoorvoetend, aarzelend en vol wantrouwen tot investering heeft beslist. Maar deze investeringen hebben hoofdzakelijk rationalisatie tot doel en worden jammer genoeg gecompenseerd door een vermindering van de binnenlandse koopkracht en een drastische beperking van de overheidsinvesteringen. De particuliere consumptie die in 1982 nog steeg met 0,8 pct., daalde in 1983 met 2 pct., in 1984 met 1 pct. en zal nog dalen met 0,5 pct. in 1985, terwijl de overheidsconsumptie in 1982 en 1983 respectievelijk daalde met 1,6 pct. en 0,7 pct. terwijl zij slechts met 0,5 pct. stijgt sedert 1984.

De vermindering van de binnenlandse koopkracht blijft dus als een zeer zware hypotheek op het Belgisch herstel rusten en vermits de overheidsinvesteringen niet de stimulerende rol zullen vervullen die nochtans noodzakelijk is in een crisisperiode, zal elke vermindering van het buitenlands economisch herstel nefaste gevolgen hebben voor ons land dat dan zeer spoedig naar een recessie zal afglijden.

Onze uitvoer stijgt, de belastingsbalans verbetert en de Belgische frank is verstevigd.

Wij zullen zeker niet ontkennen dat het verbeterd concurrentievermogen geleid heeft tot een verbeterde handelsbalans. De cijfers liegen er trouwens niet om. In 1983 werd het tekort op de lopende rekening

teruggebracht tot 42,6 miljard of 1 pct. van het bruto nationaal produkt, waar het in 1982 nog 116 miljard bedroeg, of 3 pct. van het bruto nationaal produkt, en in 1981, 199 miljard of 5,5 pct. van het bruto nationaal produkt. Doch ook hier hebben wij onze twijfels inzake de duurzaamheid van het herstel omdat dit weer meer conjunctureel is dan fundamenteel en omdat de gunstige evolutie eerder te danken is aan de vermindering van de arbeidskost per eenheid-produkt dan aan de kwaliteit van het produktiepakket.

Daarenboven hebben nog andere factoren bijgedragen tot deze verbetering, te weten: de ineenstorting van de binnenlandse koopkracht die tot een drastische vermindering van de invoer leidde; de daling van het energieverbruik; de devaluatie van de Belgische frank, de munther-schikkingen en de loskoppeling van de lonen van het indexmechanisme; de verhoogde uitvoer naar de Verenigde Staten.

Of het vertrouwen in de Belgische frank is hersteld, durven wij ernstig te betwijfelen als wij er rekening mee houden dat de netto-kapitaaluitvoer uitzonderlijk hoog blijft en zelfs voor het eerste kwartaal 1984 107 miljard bedroeg tegen 28 miljard voor 1983. Ondanks de gevoerde geschenkenpolitiek bleven de beleggers dus zeer ondankebaar ten opzichte van de huidige bewindsploeg.

De inflatie daalt.

De door de regering vooropgestelde hypothese inzake inflatie werd bereikt. Ook hier echter werpen sommige overwegingen een schaduw op het resultaat van de inflatieafkoeling. Inderdaad, ondanks de laattijdige herneming van de conjunctuur in België wisten wij onze bevoorrechte positie van de laatste jaren niet te behouden, noch tegenover het gemiddeld inflatieritme van de EEG noch tegenover onze voornaamste handelspartners, Duitsland en Nederland. Zelfs de landen die een merkkelijk minder gunstige prijzevolutie kenden dan België — Frankrijk en Italië —, hebben procentueel meer succes geboekt in hun strijd tegen de inflatie. De OESO in haar jaarrapport schrijft een belangrijk deel van onze prijsstijgingen toen aan de verruimde winstmarges.

Wij zouden er dus bij de minister willen op aandringen een streng prijsbeleid toe te passen. Er is trouwens heel wat ontevredenheid over de werking van het systeem van de selectieve prijsstop en heel wat kritiek op het feit dat uit begrotingsoverwegingen indexmanipulaties mogelijk zijn.

Wij denken hierbij bijzonder aan de opname van de dalende prijzen van de energieprodukten in oktober 1984 en de niet-opneming van de stijging van de telefoonprijzen begin 1985. Daarenboven zijn wij dringend toe aan controle op de winstmarges van de distributie en aan grondige herziening van het programmacontract van de petroleumprodukten, dat de uitdrukking moet zijn van een doorzichtige en zo stabiel mogelijke prijsvorming die veel minder aan schommelingen onderhevig is en waarin de invloed van de dollarkoers moet worden beperkt.

Daarom zouden wij de minister willen vragen nader te preciseren welke nieuwe maatregelen hij denkt te nemen, zoals hij in de Kamercommissie verklaarde, om de administratieve procedure te vereenvoudigen en welke vormen van overleg hij van zins is in te bouwen.

Wat de overheidsfinanciën en de tewerkstelling betreft, beantwoorden de resultaten beslist niet aan de doelstellingen van economisch herstel die de regering vooropstelde. Het regeerakkoord van 17 december 1981 voorzorg in een jaarlijkse daling met 1,5 à 2 pct. van het bruto nationaal produkt zodat het overheidstekort gehalveerd zou zijn in 1985. Op 12 oktober 1983 bij het indienen van de Rijksmiddelenbegroting 1984 werd de oorspronkelijke prognose gewijzigd in die zin dat het tekort moest worden teruggeschroefd tot een niveau dat het opnemen van buitenlandse leningen overbodig maakte. Bij de lancering van het spaarplan op 15 maart 1984 voorspelde men een besparing van 250 miljard zodat het begrotingstekort in 1986 nog 300 miljard zou bedragen, of 6 à 7 pct. van het bruto nationaal produkt. Het geëvalueerd begrotingstekort voor 1985 is ons nog niet bekend maar het zal alleszins de 500 miljard overschrijden en dus nog altijd 11,5 pct. van het bruto nationaal produkt bedragen, wat zeker geen succes kan worden genoemd.

De regering beoogde de stabilisatie van de werkloosheid op het peil van 31 maart 1982. Van juni 1982 tot juni 1984 nam het aantal werkzoekenden evenwel toe met ongeveer 120 000 terwijl de normale voltijdse tewerkstelling in de openbare en de privé-sector daalde met 84 000 eenheden. Samen met Ierland en Nederland staan wij in de EG aan de spits inzake totale werkloosheid. Wij halen zelfs de absolute top wat de langdurige werkloosheid betreft.

In januari 1985 was er opnieuw een vermeerdering tot een totaal van 530 000 werklozen en volgens de berichten van vandaag schijnt de

afgelopen maand nog dramatischer te zijn want in februari zijn daar opnieuw 20 000 bijgekomen. Dit zal de regering alleszins de laatste illusie ontnemen dat de stabiliserende trend van het aantal uitkeringsgerechtigde volledig werklozen bestendig kan worden.

Om zich inzake tewerkstelling zeker geen begoochelingen te maken en de publieke opinie geen vals beeld te geven, vragen wij met de Centrale Raad voor het bedrijfsleven dat de gepubliceerde statistieken telkens melding zouden maken niet alleen van de meest actuele statistieken inzake voltijdse en deeltijdse tewerkgestelden, ook interims en thuiswerkers, maar ook van de niet-werkende vrij ingeschreven werkzoekenden, van de tewerkgestelden in bijzondere tewerkstellingsprogramma's en van de conventionele en wettelijke bruggepensioneerden.

Voor de SP kan een reëel fundamenteel herstel enkel gebaseerd zijn op drie voorname elementen: een economische strategie die de werkloosheid stelselmatig en blijvend vermindert, investeringsimpulsen waardoor de structurele gebreken van de Belgische economie geleidelijk verbeterd worden en een doorgedreven solidariteit door herverdeling vooral inzake arbeid maar ook inzake inkomens, vermogens en kennis.

Tot slot hadden wij de minister graag nog enkele vragen gesteld.

De wisselende koers van de dollar veroorzaakt erg veel opschudding. Een hoge dollarkoers is zeker bevorderlijk voor onze export, hoewel dit, bilateraal gezien, maar zes pct. zou bedragen van onze totale export. Misschien is die hoge dollarkoers wel interessant voor de banken waarvan de reserves meestal uit dollars bestaan. Wij vragen ons ook af of dit opweegt tegen de nadelen, zoals onze duurdere energiebalans, de merkkelijk duurdere prijzen voor de verbruikers, een grotere kapitaalvlucht, minder investeringen in het binnenland en, spijtig genoeg, ook een hogere rente. Daarover hebt u zelf, mijnheer de minister, ooit gezegd dat 1 pct. stijging van de rente een verlies van 150 000 arbeidsplaatsen tot gevolg heeft. Ondanks deze tegenargumenten schijnt u voorstander te zijn van een overgewaardeerde dollar. Graag hadden wij een toelichting van uw standpunt ter zake.

Andere vragen zijn: Is de minster van zins in de nabije toekomst het Nationaal Instituut voor de statistiek, het Planbureau en de studiedienst van Economische Zaken te fusioneren?

Is de regering van zins binnenkort een definitieve beslissing te nemen inzake de heropwerking van de bestraalde nucleaire brandstoffen door Eurochemic?

Wat de energie- en steenkoolproblematiek betreft, wil ik de vragen van collega Capoen niet herhalen, maar sluit ik mij graag bij hem aan.

Een laatste vraag: Tijdens de *hearing* van de interdepartementale werkgroep inzake de dramatische sociaal-economische toestand in Limburg, beloofde men te onderzoeken in hoever de volgende overheidsdiensten zouden kunnen worden gedecentraliseerd: de diensten van de bedrijfsorganisatie, de metrologie, de economische algemene inspectie, het Nationaal Instituut voor de statistiek, het Nationaal Instituut voor extractiebedrijven en de dienst van het mijnwezen.

Mijnheer de Voorzitter, mogen wij van u vernemen welke maatregelen er in dit verband reeds zijn genomen of zullen worden genomen?

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Deprez.

De heer Deprez. — Mijnheer de Voorzitter, hoewel het moeilijk is om het woord te voeren in een begrotingsdebat zonder vooraf de mogelijkheid te hebben gehad om in de commissie nadere inlichtingen en verduidelijkingen te vragen, wens ik toch een beperkt betoog te houden, niet om een ode uit te spreken aan de regering, maar om toch mijn waardering te uiten over het regeringsbeleid van de jongste drie jaren.

Het bewijs is geleverd dat wij met ons land uit de crisis kunnen geraken, indien wij maar bereid zijn om voldoende inspanningen te leveren. Dank zij het gevoerde regeringsbeleid is het concurrentievermogen hersteld, met als gevolg een gunstig evoluerende betalings- en handelsbalans. Dit resultaat werd weliswaar mede beïnvloed door de opwaartse wereldconjunctuur en de hoge dollarkoers, maar het herstelbeleid moet precies tot doel hebben ons land in de voorwaarden te brengen dat het mede kan profiteren van de internationale herneming.

De inleveringen en de loonkostenbesparende maatregelen hebben, zoals voorspeld, resultaten opgeleverd. De investeringen in de privé-sector zijn vorig jaar fors gestegen, zodat de werkgelegenheid kon worden gestabiliseerd en de werkloosheid worden afgeremd, wat gunstig is in vergelijking met de trend in de andere Europese landen.

Zelfs op het vlak van de overheidsfinanciën zijn er, alhoewel nog zeer bescheiden, dan toch belangrijke ombuigingen gerealiseerd, die erop wijzen dat wij ook deze crisis kunnen overwinnen.

Wij moeten niet alleen onze waardering uitspreken over het beleid, dat voor het eerst volgens een globaal plan wordt gevoerd, maar moeten tevens aandringen op de voortzetting ervan.

De heer Capoen heeft gelijk als hij zegt dat het herstelbeleid niet is voltooid, maar men mag niet beweren dat het niet zou zijn geslaagd. Het beleid moet echter worden verder gezet.

Een goed beleid is meestal synoniem van een moeilijk beleid. Het moet evenwichtig zijn. De inspanningen dienen te worden gespreid over de hele bevolking volgens draagkracht en met vrijwaring van de laagste inkomens. Het is een moeilijk evenwicht, want de reeds fel verminderde koopkracht mag niet verder worden aangetast en er is geen ruimte voor meer en bijkomende overheidsuitgaven. Integendeel, die uitgaven moeten verder worden gedrukt. De vraag blijft op welk terrein dit kan gebeuren. Wellicht kan er iets worden gedaan op het vlak van de subsidiëring van de bedrijven. Daarover heeft ook de heer Capoen gesproken.

Volgens bepaalde studies zouden de overheids subsidies aan de bedrijven in 1983 gestegen zijn tot meer dan 300 miljard frank, waarvan het grootste gedeelte besteed wordt aan de bedrijven in moeilijkheden die tot de nationale sectoren behoren en de openbare bedrijven, zoals de NMBS. Ik ben er mij wel van bewust dat de sanering in de overheids subsidiëring in de praktijk niet zo gemakkelijk is omdat het uiteindelijk toch ook met inkomens te maken heeft, maar toch moeten goed omschreven doelstellingen en een modern management tot belangrijke resultaten leiden. Weliswaar zal dit niet van de ene dag op de andere tot resultaat leiden. Het is een proces van lange duur. In dat verband zou het mij interesseren, mijnheer de minister, voor welke bedragen de subsidies aan bedrijven tot op heden gedebudgetteerd zijn en welke de evolutie is van de daaraan verbonden rentelasten die de eerstvolgende jaren uw begroting zullen bezwaren.

Wat de werkgelegenheid betreft, zijn er resultaten geboekt en in tegenstelling met wat ik hier gisteren heb horen zeggen door collega de Bruyne, geloof ik dat wij op langere termijn opnieuw tot een volledige, zij het aangepaste tewerkstelling kunnen komen als wij er maar in slagen de economische en sociale voorwaarden te creëren die de vernieuwing van onze industriële en dienstensector mogelijk maken.

Op vandaag is de werkloosheid echter een levensgroot probleem, waaraan nu dringend iets moet worden gedaan. Er dienen bijkomende maatregelen te worden genomen.

Volgens mij moeten er verhoogde inspanningen worden geleverd inzake vorming, scholing, bijscholing en beroepsopleiding van tewerkgestelden, maar vooral van werklozen. Er is immers een groot tekort aan geschikte arbeidskrachten en er zijn zoveel ongeschoolde werklozen dat een opleiding als een geldige werkaanbieding mag worden beschouwd. Vorming is arbeid en is noodzakelijk voor de industriële vernieuwing.

Men zegt dat de arbeid te duur is en ik geloof dat dit voor een stuk waar is, met alle gevolgen van dien. Een bijkomende vermindering van de arbeidskosten zou niet alleen ons moeizaam herwonnen concurrentievermogen veilig stellen, maar bovendien de tewerkstellingsmogelijkheden verruimen. Het is daarom aangewezen de sociale bijdragen geleidelijk te verminderen mits aanvullende tewerkstelling. Ook een versoepeling in de loontarieven voor jonge werknemers kan de jeugdwerkloosheid doen afnemen. Het is in ieder geval een vaststelling die ik doe als ik contacten heb met mensen uit de praktijk.

Als men in het verband van een loonkostenvermindering of van een eventuele herschikking van de fiscaliteit zou denken aan een verhoging van de belasting op de toegevoegde waarde, dan zal deze toch selectief moeten worden toegepast, want een stijging van de inflatie zou via de index opnieuw kostenverhogend werken en alles kan dan weer van voor af aan beginnen.

Tot besluit, mijnheer de minister, zou ik u nog willen vragen, hoever het nu staat met het textielplan. Ter gelegenheid van de bekrachtiging van de volmachtbesluiten hebt u een viertal maanden geleden in de commissie medegedeeld dat de financiële enveloppe van het textielplan zo goed als volledig geëngageerd was, dat de sociale enveloppe van het textielplan zou geïndexeerd worden en dat er voor het resterende tekort een transfer zou gebeuren vanuit de dienstenluikenveloppe, die dan later opnieuw zou worden aangevuld.

Is de financiële enveloppe volledig uitgeput of hoeveel blijft er nu nog over?

Hoeveel was er voorzien voor het dienstenluik en op welke manier zal de aanvulling gebeuren na de transfer naar de sociale enveloppe?

Omwillen van het verbod van de Europese Commissie is er sedert juli van vorig jaar geen investeringssteun vanuit het textielplan meer mogelijk. Kunnen de textielondernemingen, die nu nog willen investeren, een beroep doen op de gewone expansiesteun en zijn daarvoor kredieten ingeschreven in uw begroting?

Ik hoop, mijnheer de minister, dat u op al deze vragen een antwoord zal willen geven. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — Nous poursuivons cette discussion cet après-midi à 14 h 15.

Wij zetten deze bespreking vanmiddag te 14 u. 15.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 11 h 40 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 11 u. 40 m.*)

1706